CARO NEWSLETTER

LE RENDEZ-VOUS MENSUEL NUMÉRO 17 - OCTOBRE 2023

GRANDS ACTEURS ÉCONOMIQUES

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) est une organisation des Nations unies créée en 1948 pour promouvoir le développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La CEPALC est chargée de fournir des analyses économiques, sociales et environnementales aux gouvernements et aux acteurs du développement, en vue de formuler des politiques publiques plus efficaces pour réduire la pauvreté, l'inégalité et la vulnérabilité dans la région. La CEPALC travaille ainsi à renforcer la coopération régionale et internationale pour promouvoir le développement durable et l'intégration régionale.

Pour en savoir plus cliquez ici.

FOCUS PAYS

Barbade

La Barbade, petite île des Caraïbes, est réputée pour ses plages, sa culture vibrante et son tourisme. Le secteur touristique joue un rôle clé dans son économie.

La Barbade a également diversifié son économie avec les services financiers, ainsi que la production de sucre et de rhum dans l'industrie manufacturière. Elle investit également dans les énergies renouvelables pour devenir une nation à énergie 100% renouvelable d'ici 2030, en tirant parti de son ensoleillement et de ses ressources éoliennes.

La Barbade est engagée dans la **transition vers une économie durable** et la réduction de sa dépendance aux combustibles fossiles.

L'ACTUALITÉ CARO

Le Centre CARO a accompli, au mois d'octobre, une étape importante dans la promotion de modes alternatifs de résolution des litiges contribuant à une croissance durable et équitable dans la Caraïbe, en lançant un **nouveau service : le Comité de Gestion des Différends**.

Son rôle est de suivre la bonne mise en oeuvre des projets d'infrastructure, en anticipant les litiges, mais également d'œuvrer en faveur de l'acceptabilité du projet par les populations, du respect de l'environnement, et de la bonne mise en œuvre des études d'impact effectuées en amont du projet.

Véritable alternative au « Dispute Board » traditionnel, il doit être mis en place en début de projet, et combine l'expertise de plusieurs médiateurs possédant une expertise technique; contractuelle, ainsi qu'en matière sociale et environnementale.

Pour reprendre les termes de plusieurs commentateurs, ce Comité est « *véritablement innovant* » et à l' « *avant-garde* » des meilleures pratiques dans ce domaine.

Pour la première fois, un Centre de médiation et d'arbitrage prévoit un service de suivi des projets d'infrastructure qui donne aux questions sociales et environnementales la même importance qu'aux questions techniques et contractuelles.

Ce service a été créé grâce à un groupe de travail exceptionnel composé de :

- Me Elise Groulx Diggs, responsable du groupe de travail, qui fait autorité sur tous les sujets liés à la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises;
- Wolf von Kumberg, médiateur et arbitre senior en matière commerciale et de construction, actif aux Etats-Unis, en Angleterre et au Moyen-Orient;
- Mark Appel, médiateur et arbitre actif sur quatre continents, et ancien Vice-Président Senior de l'ICDR (International Centre for Dispute Resolution), basé aux Etats-Unis.
- Me Eve Tessera, avocate spécialisée en droits de l'homme et droit humanitaire depuis plus d'une décennie.

Un grand merci à eux, ainsi qu'à tous nos « pairs » qui se sont consacrés à une relecture minutieuse du Règlement et qui, ont formulé des commentaires très élogieux sur ce nouveau mécanisme.

Pour en savoir plus consultez ici.

Bonne lecture!



Les Objectifs de développement durable (ODD) sont un ensemble de 17 objectifs mondiaux convenus par les États membres des Nations unies en 2015. L'objectif 4 vise à assurer une éducation de qualité, inclusive et équitable, et à promouvoir des

opportunités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous.

Quelques chiffres clés en lien avec cet objectif

258 millions d'enfants et d'adolescents dans le monde ne sont pas scolarisés (UNESCO, 2020).

Les filles sont plus susceptibles d'être exclues de l'éducation que les garçons dans certaines régions du monde (UNESCO, 2020).

Selon l'UNESCO, il faudrait recruter 69 millions d'enseignants d'ici à 2030 pour atteindre l'ODD 4 (*UNESCO*, 2020).

Environ 773 millions d'adultes dans le monde sont analphabètes, dont deux tiers sont des femmes (*UNESCO*, 2020).

Le Centre CARO a pour objectif de promouvoir l'éducation et la formation à travers des partenariats avec les Universités caribéennes comme l'Université des Indes Orientales (West Indies) ainsi que l'Université des Antilles. Le Centre CARO soutient également des projets favorisant l'égalité d'accés à l'éducation et aux opportunités professionnelles entre les hommes et les femmes.

ÉVÉNEMENTS

Save the date



Événement du Barreau de la Martinique : « Les journées de l'amiable ».



Mission CARO à la Barbade.











